

Election présidentielle dimanche au Ghana

rib News, 07/12/2008 – Source Associated Press Environ 12,4 millions d'électeurs sont appelés aux urnes dimanche au Ghana, pour choisir parmi huit candidats le successeur à la présidence de John Kufuor, qui quitte le pouvoir après huit années et deux mandats. Dimanche marquera le deuxième transfert démocratique du pouvoir dans ce pays d'Afrique de l'Ouest qui fait figure d'exception, coincé entre le Togo où le fils Eyadéma a succédé au père, et la Côte d'Ivoire qui peine à se remettre sur pied après une guerre civile qui l'a coupée en deux.

Le Ghana a connu une série de coups d'Etat dans les années 70 et 80. Puis l'homme fort du pays Jerry Rawlings, après 11 années au pouvoir, organisa des élections en 1992, qu'il remporta par deux fois. Enfin, il accepta une première transition démocratique lorsque le candidat de son parti perdit le scrutin suivant face à Kufuor, en 2000. La course d'aujourd'hui se joue principalement entre le successeur désigné par le président Kufuor, Nana Akufo-Addo du Nouveau parti patriotique (NPP) et le chef de l'opposition John Atta Mills, du Congrès national démocratique (NDC), le parti de Rawlings. Avec une croissance forte de 6% et les réussites économiques des années Kufuor -croissance des investissements étrangers et des exportations-, le NPP fait campagne sur la continuité, autour d'un slogan "nous allons de l'avant". Les sept candidats d'opposition, eux, réclament tous le changement, soulignent que c'est sous l'ère Kufuor que le Ghana, comme ses voisins, est devenu une plaque tournante pour la cocaïne destinée à l'Europe, ou rappellent la faible espérance de vie moyenne, l'absence d'électricité dans la plus grande partie du pays, et les impressionnants écarts de niveau de vie. Des réserves de pétrole offshore ont été découvertes récemment, dans le Golfe de Guinée. Quelque 22.000 bureaux de vote ouvrent à sept heures du matin pour fermer à 17h00 et les résultats ne sont pas attendus avant plusieurs jours. Premier pays d'Afrique à ouvrir le bal des indépendances, en 1957, le Ghana estime devoir montrer l'exemple : fiers que leur pays incarne la démocratie sur un continent si difficile, ses 23 millions d'habitants jugent indispensable que ce scrutin se déroule sans violence ni tricherie. "Nous avons une image protégée. Nous sommes un exemple pour l'Afrique", déclare Sylvia Anoh, porte-parole de la Commission électorale. Et ce à l'heure d'une nouvelle période de catastrophes pour le continent noir, entre putsch en Mauritanie, chaos au Zimbabwe, élections contestées au Kenya ou guerre civile au Congo-Kinshasa.